

CONVENTION NATIONALE D'OBJECTIFS FIXANT UN PROGRAMME D'ACTIONS DE PREVENTION SPECIFIQUE AUX ACTIVITES DE L'AMEUBLEMENT

ENTRE

LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAMTS)

50 avenue du Professeur André Lemierre - 75986 PARIS Cedex

d'une part,

ET

L'UNION NATIONALE DES INDUSTRIES FRANCAISES DE L'AMEUBLEMENT (UNIFA)

28 bis, avenue Daumesnil - 75012 PARIS

L'UNION NATIONALE DE L'ARTISANAT DES METIERS DE L'AMEUBLEMENT (UNAMA)

28 bis, avenue Daumesnil - 75012 PARIS

d'autre part,

Il est convenu et accepté ce qui suit :

PREAMBULE

1. Les dispositions de l'article 18 de la Loi du 27 Janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social complètent le système d'incitations financières, résultant de l'article L 242.7 du Code de la Sécurité Sociale, encourageant les entreprises à investir dans la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

2. L'article L 422.5 du Code de la Sécurité Sociale organise un système d'avances adapté aux possibilités financières des petites et moyennes entreprises permettant de développer auprès d'elles une politique d'investissement dans la prévention.

3. La procédure simplifiée ainsi mise en oeuvre par la loi du 27 Janvier 1987 en son article 18 est établie sur une base contractuelle liant l'entreprise et la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (ou la Caisse Générale de Sécurité Sociale) compétente ci-après dénommée Caisse.

4. Elle permettra d'accorder, dans la limite des crédits disponibles à cet effet, à toute entreprise relevant du champ d'application de la présente convention et y souscrivant par un contrat personnalisé, dénommé ci-après contrat de prévention, des avances susceptibles d'être transformées en subventions.

Le contrat de prévention devra être signé avant la fin de la présente convention. La durée du contrat de prévention couvrira une période maximale de trois ans, il pourra être exceptionnellement prolongé en fin de contrat par avenant pour une durée maximale d'un an afin d'aider l'entreprise à réaliser les objectifs fixés.

5. L'investissement dans la prévention est ainsi fondé sur la volonté clairement exprimée par l'entreprise de s'engager avec la Caisse dans une politique de prévention qui lui soit propre, s'adaptant à ses problèmes et s'inscrivant dans le cadre de la présente convention d'objectifs dans la branche d'activité dont elle relève.

ARTICLE 1. - Champ d'application

Les dispositions de la présente convention nationale sont applicables, dans la limite des fonds disponibles, aux petites et moyennes entreprises (moins de 200 salariés) pour leur établissement exerçant des activités spécifiques aux activités de l'ameublement pour lequel elles envisagent de souscrire un contrat de prévention. Les établissements pour lesquels il est possible de signer un contrat sont ceux qui sont classés, en application de l'arrêté en vigueur à la date de signature de la présente convention fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail des activités professionnelles relevant du régime général de la Sécurité Sociale, dans l'un des risques ci-dessous :

Code risque	Libellé
174 CJ	Préparation, fabrication de petits articles de literie, de plumes, duvet et crin végétal, voilerie, gréement et pouliage
205 AC	Fabrication de cercueils avec outillage mécanique
361 AD	Tapissiers en siège
361 AE	Fabrication industrielle et artisanale de sièges
361 CB	Fabrication de meubles de bureau et de magasin en bois
361 ED	Fabrication de meubles de cuisine, de meubles de jardin, artisanat du meuble
361GA	Fabrication avec outillage mécanique, y compris les artisans du meuble, de meubles meublants
361 JB	Fabrication avec outillage mécanique, y compris les artisans du meuble, de meubles non classés ailleurs
361 KA	Réparateur de meubles anciens
361 KB	Industries connexes de l'ameublement, hors fabrication de cercueils et réparation de meubles anciens. Fabrication de billards.
361 MB	Fabrication de sommiers, matelas et coussins. Réparation, réfection de matelas, literie
363 ZB	Fabrication, réparation et accordage d'instruments de musique.

ARTICLE 2 - Objectifs

21. Considérant la politique de prévention définie par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés, notamment par la délibération de sa Commission de Prévention du 20 Novembre 1986, confirmée et renforcée par délibération du 22 septembre 1993. Considérant les orientations à moyen terme de la politique de prévention des risques professionnels « Les priorités pour demain » approuvées par la Commission des accidents du travail et des maladies professionnelles du 5 mars 1997 et réactualisées le 21 avril 2004 pour la période 2004-2007.

22. Considérant que le Comité Technique National compétent pour l'ensemble des activités des Industries du bois, de l'ameublement, lors de sa séance du 29 mai 2008, a pris une délibération constatant que les activités de l'ameublement visées à l'article 1 demeuraient parmi celles dont le risque est élevé et qu'il était opportun de déterminer un programme d'actions de prévention à leur intention. Ce programme a été élaboré sur la base des principes généraux de prévention.

23. La Caisse Nationale de l'Assurance Maladie, au vu de cette délibération, avis pris du Ministère chargé des Affaires Sociales et du Ministère chargé du Travail, a retenu à l'intention des entreprises souscrivant à la présente convention, par un contrat de prévention, les objectifs propres ci-après :

231. Orientations générales

Cette convention s'inscrit dans le cadre du premier axe des orientations de la politique de prévention retenues par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie :

- Amplifier l'action pour la maîtrise des risques professionnels.

Cet objectif tend à l'élimination des risques professionnels, le plus en amont possible, en intégrant la prévention dans l'organisation et les moyens de production. A ce titre la convention doit notamment permettre :

- La promotion d'une politique de prévention propre à la branche, au secteur d'activité, à l'entreprise ;
- L'intégration de la prévention dans les mentalités ;
- La promotion d'une politique de prévention des maladies professionnelles.

232. Objectifs de prévention

232.1 - Objectifs de résultats

- Abaissement des valeurs d'exposition aux nuisances physiques, pour les amener progressivement au-dessous des seuils réglementaires, en particulier :
 - o bruit
 - o vibrations
- Abaissement des valeurs d'exposition aux polluants, en particulier :
 - o poussières,
 - o solvants, peintures et vernis
 - o résines, catalyseurs
- Amélioration de la sécurité d'utilisation des machines et équipements de travail.
- Réduction des risques dus :
 - o à la manutention
 - o au stockage
- Amélioration des circulations
 - o circuits
 - o sols
 - o signalisation
- Amélioration des conditions de travail :
 - o éclairage des locaux
 - o température des locaux
- Réduction des risques de génération de troubles musculo-squelettiques
- Réduction du risque routier encouru par les salariés

232.2 - Objectifs de moyens

- Etudes et réalisations des mesures propres à corriger des situations de risques mises en évidence par les diagnostics d'entreprises. En particulier, études ergonomiques destinées à réduire les risques de génération de troubles musculo-squelettiques, amélioration des processus de fabrication, des postes de travail, etc.
- Mise en place et formation aux méthodes et procédures permettant de réduire les risques résultant des relations entre entreprises utilisatrices et entreprises extérieures.

- Fourniture aux équipes d'installateurs, des outils et équipements leur permettant d'assurer leur mission dans les meilleures conditions de sécurité possibles.
- Sensibilisation, information et formation à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles de l'ensemble du personnel, y compris le chef d'entreprise. La formation pourra être dispensée par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie, par l'organisation professionnelle ou par d'autres organismes choisis d'un commun accord.
- Formation des chefs d'entreprise afin d'optimiser leurs connaissances dans le domaine de l'organisation du travail, notamment sur les machines dans un souci de prévention.
- Formation à la prévention du risque amiante.
- Formation des sauveteurs secouristes du travail.
- Formation aux gestes et postures et à l'analyse du risque manutention.
- Formation d'Animateurs Projet Manutention (APM) en entreprise.
- Formation à la connaissance des nouvelles normes, et à leur utilisation dans le cadre des réglementations, en particulier dans le cadre du marquage CE des produits.
- Diagnostic de l'exposition des salariés au risque routier.
- Etudes et réalisations de mesures propres à limiter les situations de risque.

233. Priorités à retenir quant aux objectifs choisis

Les priorités sont fixées dans les contrats de prévention en concertation entre les entreprises et les caisses concernées, en respectant les principes suivants :

- Priorité aux objectifs ayant les effets les plus durables, et permettant à l'entreprise d'améliorer son autonomie dans les domaines de la prévention des risques professionnels.
- Priorité aux objectifs de protection collective sur les objectifs de protection individuelle.
- Priorité aux objectifs s'inscrivant dans un projet d'ensemble sur les objectifs ponctuels.

234. Thèmes

Les objectifs sélectionnés ci-dessus s'inscrivent dans les thèmes généraux suivants :

- prévention des nuisances physiques
- prévention des nuisances chimiques
- prévention des risques mécaniques
- prévention des risques sur les chantiers d'installation
- amélioration des conditions de manutention
- prévention des troubles musculo-squelettiques
- prévention du risque routier
- prévention des risques psychosociaux.

En fonction des campagnes régionales ou nationales, chaque caisse régionale pourra privilégier certains de ces thèmes.

235. Participation de la Caisse

La fourchette générale de participation de la Caisse est de 15 à 70 % des dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

Cette participation prendra la forme d'avances susceptibles d'être transformées en subventions en fonction du degré de réalisation des objectifs définis au contrat de prévention et des résultats obtenus. Le prêteur renonçant pour les avances transformées en subventions à en réclamer la rémunération et le remboursement. Les avances non transformées en subventions doivent être remboursées et sont majorées des intérêts prévus dans le contrat de prévention.

236. Durée de la convention

La durée de la Convention est de 4 ans à partir de son entrée en vigueur.

ARTICLE 3 - Modalités d'application

31. Les objectifs définis aux points 231 à 234, selon les moyens mis en oeuvre dans le contrat de prévention, devront être atteints avant la fin du contrat de prévention.

32. Après analyse des risques propres à l'entreprise et mise en oeuvre des principes généraux de prévention, les moyens nécessaires, tant sur le plan de l'investissement matériel, des novations technologiques, de l'information, de la formation, que pour toute autre cause, devant être mis en oeuvre par l'entreprise pour atteindre les objectifs ci-dessus définis seront arrêtés par la Caisse en accord avec l'entreprise et énoncés avec précision dans le texte du contrat de prévention.

33. Le contrat de prévention fixera un programme et un calendrier d'exécution permettant d'arrêter le montant, les modalités de calcul, les conditions de versement des avances accordées, dans la limite des crédits disponibles, les modalités de leur rémunération et de leur remboursement ou, le cas échéant, les conditions dans lesquelles elles pourront être transformées en subventions si les engagements contractés ont été respectés selon les constatations finales faites par la Caisse avant l'expiration du contrat au regard des objectifs poursuivis.

ARTICLE 4 - Suivi du programme

41. Le contrat de prévention portera mention expresse des observations faites par la Caisse sur la situation de l'entreprise quant à ses obligations sociales qui doivent être respectées. Il comportera également des remarques faites par la caisse au regard de la sécurité dans l'entreprise, étudiera les faits observés, analysera les risques, établira un diagnostic, dressera un état de situation initiale des risques.

42. Le contrat de prévention précisera les actions à mettre en oeuvre, les moyens à mettre en place, les méthodes de prélèvement et de mesures utiles, les lieux où ils seront faits, la consultation du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail ou à défaut celle des Délégués du Personnel (éventuellement constat de carence), recueillera l'avis de la Direction Régionale du Travail et de l'Emploi et de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés.

43. L'état de situation initiale des risques devra permettre d'identifier et de prendre en compte chacun des éléments dont la modification va concourir à la poursuite de l'objectif ainsi que les caractéristiques techniques et les risques présentés.

431. L'état sera dressé par la Caisse et l'entreprise avec le concours :

- des Centres Inter régionaux de Mesures Physiques,
- des Laboratoires Inter régionaux de Chimie,

pour effectuer les mesures, prélèvements et analyses nécessaires.

432. En tant que de besoin l'état de situation initiale des risques sera complété par des plans et des photographies avec documentation technique.

433. La description des éléments retenus comportera un système de quantification de son évolution et de sa situation finale.

434. Chaque année la Caisse évaluera l'état d'évolution du programme de prévention. Plus particulièrement avant la fin du contrat de prévention, une évaluation finale devra permettre d'apprécier notamment, par rapport au diagnostic initial, les effets des mesures prises et des moyens employés au regard de chaque risque identifié, ainsi que les résultats obtenus par rapport aux objectifs à atteindre. La Caisse appréciera en outre le coût des mesures et des dispositions prises, la part financée au moyen des avances consenties par la Caisse, la part financée par l'entreprise au moyen d'autres ressources, les coûts supplémentaires supportés par l'entreprise sans aucune aide, le coût total des investissements consentis.

Les rapports établis à cet égard comprendront les mêmes éléments que l'état de situation initiale et seront établis par les mêmes acteurs.

ARTICLE 5 - Détermination du montant des avances

Le montant des avances accordées sera déterminé dans le contrat de prévention sur la base de l'analyse de situation initiale des risques, en raison notamment du montant prévisible des investissements à effectuer et des délais de réalisation.

La quote-part représentée par l'avance dans le financement total de l'opération sera adaptée à chaque cas. Elle sera précisée dans le contrat de prévention et se situera entre 15 et 70 % de l'investissement total dans le cadre d'une période maximale de trois ans.

ARTICLE 6 - Versement des avances

Le contrat de prévention précisera l'importance respective du versement initial et le cas échéant des versements échelonnés selon le rythme de mise en place des actions prévues au contrat de prévention.

ARTICLE 7 - Conditions de remboursement des avances ou de transformation de celles-ci en subventions

Les sommes avancées sont productives d'un intérêt calculé, à raison de l'intégralité du temps pendant lequel l'entreprise aura eu la disposition effective des fonds, sur la base du taux d'intérêt servi au titulaire d'un livret de développement durable en vigueur à la date de signature du contrat de prévention. L'intérêt ainsi calculé est exigible aux mêmes dates et selon les mêmes conditions que le remboursement des sommes avancées telles qu'elles devront être prévues par le contrat de prévention.

Le contrat de prévention devra prévoir les conditions dans lesquelles les avances pourront être transformées en subventions.

ARTICLE 8 - Contrats de prévention

Sur la base des dispositions qui précèdent, et conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté du 16 septembre 1977 modifié, la Caisse, en application de l'article 19 de l'arrêté du 16 septembre 1977 modifié, conclura, dans la limite des crédits disponibles, et sous

réserve de l'application des dispositions de l'article L 151-1 du Code de la Sécurité Sociale, avec toute entreprise dont l'établissement, objet de la demande, relève de sa circonscription et exerce une activité comprise dans le champ d'application défini à l'article 1 de la présente Convention, un contrat de prévention adapté à ses particularités et à ses problèmes.

ARTICLE 9 - Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur le 15 SEP. 2008 pour la durée arrêtée au point 236.

Fait à Paris, le 15 SEP. 2008 en 3 exemplaires.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES

Pour le Directeur,
Le Directeur des Risques Professionnels
Stéphane SEILLER

L'UNION NATIONALE DES INDUSTRIES FRANCAISES DE L'AMEUBLEMENT (UNIFA)

Le Délégué Général
Georges CAMBOUR

L'UNION NATIONALE DE L'ARTISANAT DES METIERS DE L'AMEUBLEMENT (UNAMA)

Le Délégué Général
Patrick KRUSE